

## Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires : Un nouveau « Forum du désarmement » ?

Par **Jean-Marie Collin**

25 avril 2013

### Résumé

Les 4 et 5 mars 2013, la Norvège a accueilli les délégations de 127 États, dans le cadre d'une conférence intergouvernementale sur le thème de l'impact humanitaire des armes nucléaires. C'est la première fois que ce sujet est abordé par des États, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur d'une instance onusienne. Malgré le boycott du P5, au motif que cette initiative ferait courir un danger au processus même du désarmement nucléaire, la réussite de cette conférence est incontestable et laisse à penser qu'un nouveau forum de discussion intergouvernemental, où la société civile est pleinement intégrée, est né.

**Mots clés :** P5, désarmement nucléaire, droit international humanitaire, société civile

---

### The Oslo conference on humanitarian impact of nuclear weapons:

#### A new "disarmament forum"?

### Abstract

On 4–5 March 2013, Norway hosted delegations from 127 states in an intergovernmental conference on the humanitarian impact of nuclear weapons. It's the first time that this issue is addressed by states both inside and outside a UN body. Despite the boycott of P5, with the reason that this initiative would pose a danger to the process of nuclear disarmament, the success of this conference is undeniable and suggests that a new intergovernmental forum is born, where civil society is fully integrated.

**Keywords:** P5, nuclear disarmament, international humanitarian law, civil society

### Citation :

COLLIN Jean-Marie, *Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires : un « nouveau Forum du désarmement »*, Note d'Analyse du GRIP, 25 avril 2013, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/88>



## Introduction

Étonnamment, le sujet de l'impact humanitaire des armes nucléaires ne fut jamais abordé au sein des différentes instances onusiennes de désarmement (Conférence de désarmement, Première Commission, TNP). Pourtant, celui-ci émerge de plus en plus, en raison d'une nouvelle prise en compte du droit international humanitaire. De récentes déclarations et résolutions<sup>1</sup>, prises depuis 2010, viennent en effet mettre l'accent sur les conséquences humanitaires de l'emploi d'une arme nucléaire. Ce sujet fut ainsi reconnu comme prioritaire, pour la première fois, dans la déclaration finale de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010 : « La Conférence se dit vivement préoccupée par les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires et réaffirme la nécessité pour tous les États de respecter en tout temps le droit international applicable, y compris le droit international humanitaire. »

Il faut bien voir que toute utilisation d'une arme nucléaire entraînerait immédiatement des conséquences sanitaires, environnementales, humanitaires et économiques mondiales. Face à ce risque représenté par 20 000 armes nucléaires, la Norvège a en mai 2012 annoncé la tenue, les 4 et 5 mars 2013, d'une conférence intergouvernementale pour examiner l'impact humanitaire des armes nucléaires. Tous les États intéressés, ainsi que toutes les organisations de l'ONU (FAO, PNUE, AIEA,...) et de la société civile ont été invités dans cette nouvelle enceinte, qui se veut être un espace d'information et de discussion libre, pour comprendre, évaluer et déterminer comment réagir face à ce danger potentiel. Au grand dam des membres du P5<sup>2</sup> qui ont d'un commun accord boycotté l'évènement.

### 1. Les objectifs

Jamais cette thématique des conséquences de l'impact humanitaire d'une arme nucléaire, n'avait été officiellement mise à l'honneur. Pourtant les conséquences sur l'homme et l'environnement sont connues de longue date, suite aux bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, des essais nucléaires aériens et atmosphériques (plus de 2 000 essais depuis 1945) ou encore de la théorie d'un hiver nucléaire qui résulterait d'une guerre atomique.

L'objectif de cette conférence était d'engager une discussion en se basant sur des faits tangibles et réels résultant de la détonation d'une arme nucléaire, afin d'attirer l'attention de nouveaux États sur les risques encourus et donner une plus grande visibilité politique à la cause du désarmement nucléaire. Remarquons qu'aucune session ne portait sur la mise en œuvre d'une solution politique au désarmement nucléaire, car tel n'en était pas le but.

---

1. Déclaration finale de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010, Déclaration de Vancouver de 2011, Résolution du CICR du 26 novembre 2011 « *Vers l'élimination des armes nucléaires* ».

2. Dans le jargon onusien, l'acronyme P5 est utilisé pour désigner les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont également les cinq puissances qui possèdent officiellement des armes nucléaires : la Chine, la Russie, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni.

Jusqu'à présent, il ressortait souvent des débats sur le désarmement que les États non dotés d'arme nucléaire ne pouvaient pas réellement exprimer leur point de vue. Or, cette conférence visait au contraire à donner toute légitimité à ces États – soit l'écrasante majorité de la communauté internationale – puisque les conséquences d'une catastrophe atomique seraient mondiales et obligeraient les États, dotés d'armes nucléaires ou non, à y faire face.

Il faut relever également que la thématique portait autant sur l'utilisation d'une arme nucléaire (donc son utilisation volontaire) que sur sa détonation accidentelle. Une possibilité qui est souvent exclue par les puissances nucléaires, alors que l'hypothèse d'un accident nucléaire militaire ne doit pas être écartée.

Devant ce risque de catastrophe, la Norvège a souhaité que les États présents prennent conscience des conséquences sur la santé, l'environnement, l'économie et le développement. Le programme a ainsi été conçu autour de trois grandes sessions :

- « L'impact humanitaire immédiat d'une détonation d'arme nucléaire ». La première session a apporté la description concrète d'une détonation et de ses effets immédiats sur la population, la santé et les infrastructures.
- « L'impact et les conséquences larges et à très long terme ». Cette seconde session s'est appuyée sur le cas du Kazakhstan, qui voit sa population comme son environnement être encore affectés par les conséquences des essais nucléaires soviétiques du siècle passé (1945-1991). De même, ont été présentées dans l'hypothèse d'une guerre en Asie du Sud, les conséquences sur le climat, la production mondiale de riz et l'économie mondiale.
- « La préparation et la réponse humanitaire ». La troisième session donna un aperçu de l'état de préparation des hommes face à une catastrophe majeure (non-nucléaire) et les besoins nécessaires pour fournir une réponse humanitaire adéquate.

## 2. La présence massive des États et des organisations internationales

Des invitations à l'intention de tous les États ont été lancées – dès octobre 2012 – par la Norvège, pour faire en sorte que cette conférence rassemble la plus large assemblée possible. Il y avait ainsi une volonté de mettre tous les États sur un pied d'égalité, en ne faisant aucune distinction entre les États dotés de l'arme nucléaire (EDAN), ceux qui en sont dépourvus (ENDAN) mais aussi en n'excluant pas les États non membres du TNP (Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord). Au total 127 pays, sur les 132 annoncés initialement, ont participé à ces journées. Parmi cette liste il faut noter la présence de :

- L'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires « non officielles » au regard du TNP.
- L'Iran, qui ne dispose pas d'un arsenal nucléaire, mais qui fait l'objet de nombreuses interrogations sur son programme nucléaire civil.
- 24 membres<sup>3</sup> de l'Alliance Atlantique sur 28<sup>4</sup>, soit une écrasante majorité des pays membres de cette alliance nucléaire (cf. déclaration du Sommet de Chicago).

---

3. Allemagne, Albanie, Belgique, Canada, Croatie, République Tchèque, Danemark, Estonie, Espagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lituanie, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie.

4. États-Unis, Royaume-Uni, France, Bulgarie.

- Dans cette liste, cinq de ces pays (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Turquie) entreposent sur leurs sols des armes nucléaires tactiques américaines même si les trois premiers mènent une politique ouvertement favorable au désarmement nucléaire.
- 33 pays africains<sup>5</sup> sur les 54 que compte le continent. L'Afrique, zone exempte d'armes nucléaires depuis 1996, ne compte aucune puissance nucléaire.

Cette présence massive montre bien l'importance de ce sujet pour ces États, qui sont pourtant confrontés à la prolifération massive d'armes légères et de petit calibre et pour certains, à des conflits internes (Mali, Libye, République Centrafricaine).

Les grandes organisations onusiennes (AIEA, UNICEF, UNHCR, PNUF, OMS, ...), humanitaires (CICR, IFRC) et de la société civile (ICAN<sup>6</sup>, Norwegian Refugee Council, Norwegian People's Aid, ...) ont également été conviées. La Norvège a chargé le collectif ICAN de coordonner la présence des ONG, ainsi que les interventions des différentes personnalités de la société civile. Par ailleurs, elle a soutenu financièrement le forum d'ICAN (plus de 400 participants en provenance de 70 pays) qui précédait cette conférence officielle.

Le réseau ICAN fut incontestablement le grand acteur de la société civile lors de cette conférence. Non seulement, il a été invité à soumettre son analyse à quatre reprises, mais ses travaux ont également été salués et encouragés par de nombreuses délégations diplomatiques, signe de la reconnaissance de son expertise. Le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, a d'ailleurs clairement mis en avant, dans son discours de conclusion, la nécessité de travailler avec la société civile. L'installant, une fois encore, comme un acteur à part entière du désarmement nucléaire : « Dans notre expérience, quand les États concernés et les organisations de la société civiles collaborent, nous sommes deux fois plus puissant que lorsque nous travaillons chacun de notre côté. »

### 3. Le boycott du P5

Les cinq puissances nucléaires officielles (P5) ont toutes décliné ou plutôt boycotté l'invitation norvégienne. Selon les propos de Rose Gottemoeller, Sous-secrétaire d'État à la maîtrise des armements et à la sécurité internationale des États-Unis, « Cette décision n'a pas été prise à la légère. Ce n'est qu'après un examen attentif, en étroite consultation avec le reste du P5, que nous avons décidé de ne pas assister »<sup>7</sup> à cette conférence.

Il faut remarquer que le consensus, sur cette attitude collective du P5, est quelque peu schizophrène. En effet, alors que certaines de ces puissances se considèrent entre elles comme des ennemis potentiels, elles ont dialogué – pour prendre une décision commune – sur le fait de refuser de discuter de ce sujet dans cette conférence. Alors même qu'elles pourraient être à l'origine, sur chacun de leur territoire, de ce type de catastrophe.

---

5. Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République Centre Africaine, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Érythrée, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mozambique, Nigeria, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Sud-Soudan, Soudan, Swaziland, Togo, Tunisie, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

6. L'« International Campaign to Abolish Nuclear weapons » est une campagne internationale et non une organisation, qui regroupe 280 ONG partenaires dans 68 pays. Elle a été initiée par l'organisation IPPNW – International Physicians for the Prevention of Nuclear War – suite à l'échec de la Conférence de révision du TNP en 2005.

7. Rose Gottemoeller, « The Obama Administration's Second Term Priorities for Arms Control and Nonproliferation », Geneva Centre for Security Policy on March 20, 2013.

Le P5 regrette ainsi que cette conférence ne se déroule pas au sein des instances onusiennes. Les cinq puissances craignent ainsi de voir naître une délégitimation du TNP ou encore de la Conférence du désarmement. Cet argument peut surprendre : en effet, d'un côté le P5 est lui-même à l'origine d'actions parallèles en créant des structures telle que l'Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) ou encore le Sommet de la sécurité nucléaire ; de l'autre, la situation de « panne complète » de la Conférence du désarmement laisse perplexe sur la possibilité d'aller plus avant sur cette question.

Dans ces deux cas précis, aucun État ou organisation ne les a pourtant accusées de vouloir affaiblir les institutions onusiennes ! Enfin, le P5 s'oppose fermement à l'éventuel « risque de rupture » du processus de désarmement nucléaire étape par étape, seule approche réaliste et efficace, de leur point de vue, pour accroître la stabilité et la réduction des dangers nucléaires.

Par la voix de son conseiller des affaires étrangères Frédéric Journès, la France a clairement indiqué le 16 janvier 2013, qu'elle ne participerait pas à cette conférence : « La France n'ira pas à Oslo car le problème actuel est celui de la prolifération. Une conférence sur le désarmement humanitaire est suicidaire pour le désarmement nucléaire, c'est une erreur mentale car elle va faire plaisir aux bonnes âmes et seulement embêter les diplomates français et britanniques, car de toute façon les autorités de l'État ne bougeront pas. Ceux qui s'amuseront bien sont les Pakistanais, les Iraniens, les Chinois... Le risque aujourd'hui, c'est une bombe tactique pakistanaise. Sortir la prolifération du débat est une erreur de raisonnement »<sup>8</sup>.

Le 5 mars, au second jour de cette conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, débutait à quelques milliers de kilomètres de là, la session de la Conférence du Désarmement. Les ambassadeurs des puissances nucléaires ont indiqué la position de leur État respectif, faisant entrer de fait la conférence d'Oslo dans la sphère officielle du processus de désarmement :

- L'ambassadeur américain, Laura Kennedy, a pris soin d'indiquer que les États-Unis avaient pris la décision de ne pas participer à cette conférence qui se déroule en Norvège « un bon partenaire et un bon allié », avant de « réaffirmer avec force l'engagement des États-Unis à l'objectif commun du désarmement nucléaire. »
- L'ambassadeur de France, Jean-Hugues Simon-Michel, a quant à lui critiqué « l'initiative prise par un État membre de réunir aujourd'hui même dans sa capitale une conférence sur les conséquences de l'emploi d'armes nucléaires [car nous] craignons que cette conférence ne détourne les discussions des mesures concrètes permettant de créer les conditions de nouveaux progrès en matière de désarmement nucléaire. ».
- L'ambassadeur britannique, Joanne Adamson, s'est inquiétée que « cet événement détourne l'attention et la discussion de l'approche étape par étape, qui inclut tous ceux qui détiennent des armes nucléaires, seule voix raisonnable pour parvenir à un monde sans armes nucléaires ».
- L'ambassadeur de Chine, Wu Haitao, a fait état de son opposition à cette conférence de manière indirecte : « Établir de nouveaux mécanismes pour traiter du désarmement nucléaire ne fera que diminuer l'autorité de ceux qui existent déjà, détournera les ressources limitées et créera un désordre dans le processus international de désarmement nucléaire, ce qui ne sera pas propice pour faire avancer de manière efficace le désarmement nucléaire. »

---

8. Colloque « Agir ensemble pour le désarmement humanitaire », 16 janvier 2013.

Malgré leur rejet de cette conférence, les Américains, les Français et les Britanniques se disent tous conscients des dangers et des conséquences de l'utilisation d'armes nucléaires. L'ambassadeur Jean-Hugues Simon-Michel rajoutant à ce titre que « C'est la raison pour laquelle la France refuse d'assimiler l'arme nucléaire à une arme d'emploi. »

Relevons enfin que l'Inde, présente à Oslo, prit également la parole pour soutenir cette conférence : « nous sommes conscients qu'aucun forum ne peut avoir un droit exclusif pour discuter d'un sujet aussi important que le désarmement nucléaire. »

## 4. Les résultats

Nul doute que le premier constat est la bonne tenue de cette conférence. Rien en effet ne permettait d'être certain que celle-ci allait finalement avoir lieu. La présence massive d'autant d'États, d'organisations internationales et de membres de la société civile est aussi un signe de succès. Les éléments clés ressortant de cette conférence sont les suivants :

- M. Rashid Khalikov, directeur de l'UNOCHA,<sup>9</sup> a tenté de démontrer que sur la base d'expériences, il était possible de planifier un certain nombre de moyens à mettre en œuvre en cas d'explosion nucléaire. Le CICR, ainsi que différents États, ont martelé qu'au contraire il était impossible de « tenter de préparer une réponse humanitaire pour faire face aux victimes des explosions nucléaires ». Ce message a d'ailleurs été repris par le ministre norvégien des Affaires étrangères, M. Eide, dans son discours de clôture : « Il peut s'avérer impossible de mettre en place les capacités nécessaires, même si des efforts sont faits pour y parvenir. »
- L'utilisation et les essais d'armes nucléaires ont démontré par le passé les ravages, immédiats et à long terme, qui en découlent. Les témoignages de M. Terumi Tanaka, un Hibakusha, survivant d'Hiroshima et celui de Karipbek Kuyukov, ambassadeur de l'organisation ATOM Project, avaient ainsi pour ambition de montrer la réalité des souffrances que l'homme peut connaître. Le Dr Patricia Lewis de Chatham House, a appuyé cette notion de dévastation, en indiquant qu'il n'y a pas de petites erreurs possibles avec les armes nucléaires : « Une fois qu'elle a détonné, vous avez commis une énorme erreur ».
- La notion de catastrophe transfrontalière fut également soulevée. Les experts ont clairement démontré que les effets d'une explosion atomique ne connaîtraient pas de frontières nationales et affecteraient les États et les populations, tant au niveau régional qu'au niveau mondial.

Il ressort de ces exposés que les conséquences d'un tel cataclysme sont dévastatrices et que nul État ou organisation ne peut s'y préparer de manière efficace. La seule voie possible pour se prémunir efficacement de cette catastrophe, en ont conclu ouvertement de nombreux États<sup>10</sup>, est donc de parvenir à l'élimination pure et simple de l'ensemble des armes nucléaires.

---

9. Bureau de la coordination des affaires humanitaires - UNOCHA

10. Entre autres : l'Autriche, le Brésil, le Costa Rica, la Colombie, l'Allemagne, l'Iran, l'Irlande, le Mexique, le Nigéria, la Turquie, les Émirats arabes unis.

La conférence d'Oslo ne visait absolument pas à engendrer un quelconque texte embryonnaire d'une Convention d'interdiction des armes nucléaires, elle avait avant tout pour objectif de présenter une contribution majeure « à la sensibilisation et à l'état des connaissances sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires ». L'enjeu était donc de recentrer le discours sur les conséquences directes de leur utilisation – sur l'homme, l'environnement et l'économie – plutôt que sur les bienfaits – paix et sécurité – que cette arme est supposée apporter.

## Conclusion

Malgré le refus du P5 de participer cette conférence, force est de constater qu'en raison de la présence des délégations de 127 États, la thématique de l'impact humanitaire des armes nucléaires est maintenant au centre du débat sur le désarmement. Ce sujet, qui a toujours été relayé par la société civile, est donc désormais devenu également la pleine propriété des États. De plus, en critiquant la conférence d'Oslo lors de la Conférence de Désarmement, les membres du P5 l'ont du même coup officialisée et avalisée.

L'agenda du désarmement nucléaire compte donc un nouveau Forum de discussion intergouvernemental, où les États non dotés d'arme nucléaire ont le leadership des décisions et intègrent pleinement la société civile. A moins que le P5 n'y fasse son entrée lors de la prochaine session, qui aura lieu en début d'année 2014, à Mexico.

\* \* \*



**Jean-Marie Collin** est un consultant indépendant sur les questions de défense et de sécurité internationale, avec une expertise plus particulière, depuis 10 ans, dans les domaines de la dissuasion nucléaire, du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération nucléaire. Il est également chercheur associé auprès de différents organismes, dont le GRIP depuis 2008, et intervient dans des établissements d'enseignement supérieur. Il est co-auteur avec Paul Quilès (ancien ministre de la Défense) et Bernard Norlain (Général d'armée Aérienne) du livre « Arrêtez la bombe », Ed. Cherche-midi, mars 2013.

Le **Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < [www.grip.org](http://www.grip.org) >